Cw
FRC
7364

QUI
CHOISIRONS-NOUS?

1790.

MZW 14987

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

QUI CHOISIRONS-NOUS?

QUAND un peuple qui recouvre sa liberté, se crée une armée; ou il manque de sagesse, et cessera bientôt d'être libre; ou il jette un coup-d'œil de prévoyance sur les armes qu'il donne à ses soldats, et ne les confie ni à des mains trop foibles pour les porter, ni à des esclaves qui regrettent leurs fers, ni, sur-tout, à des oppresseurs capables de les tourner contre lui.

Mes chers concitoyens, en administration les mêmes conséquences nécessitent les mêmes précautions. Tout sera perdu, si nous n'arrêtons pas quelques instans nos regards sur le genre de puissance que nous allons déléguer aux membres des municipalités, des districts et des dépar-

temens, et si nous ne mettons la plus sérieuse attention à ne les confier ni à des foibles, ni à des lâches, ni à des traîtres.

Avant donc de nous demander qui nous choisirons, je pense qu'il est convenable que nous nous fassions deux autres questions :

Quelle sera la nature de leurs fonctions?

Quel mal pourront-ils nous faire ?

La premiere de ces deux questions nous donnera une idée de la capacité que nous devons exiger d'eux. La seconde nous maintiendra dans une salutaire méfiance, et nous rendra plus circonspects, plus attentifs, moins faciles à céder à tous les genres de séduction. En marchant entre ces deux guides, il me semble que nous ne pouvons nous écarter de la bonne voie.

Premiere Question.

Quelle sera la nature de leurs fonctions?

Nos administrateurs seront chargés de l'exécution des décrets de l'assemblée nationale ; il est donc nécessaire qu'ils lui soient entiérement dévoués, et qu'ils aient le plus profond respect pour tout ce qui en émane ; car rien n'est si dangereux que de confier l'exécution des lois à ceux qui ne les respectent pas.

Nos administrateurs répartiront les impôts ; il faudra donc qu'ils unissent à une grande connoissance du pays, une très-grande impartialité ; car, si une de ces qualités leur manque, ils commettront des injustices.

Nos administrateurs seront chargés de la confection et de l'entretien des grands-chemins ; il sera donc indispensable qu'ils sachent ce qui est le plus favorable au

commerce de l'agriculture ; car ce n'est pas pour embellir les avenues d'un château, etc. etc. etc., que nous les choisirons.

Nos administrateurs seront chargés de régir les biens des communes ; il faudra donc qu'ils soient accoutumés à régir leurs propres biens ; car leurs hommes d'affaires ne voteront pas pour eux dans les assemblées.

Nos administrateurs seront chargés de la police ; il faudra donc qu'ils ne soient pas gâtés par l'habitude de dominer ; car si le rétablissement de l'ordre, exige de la fermété, il demande encore plus de prudence et de modération.

Nos administrateurs seront chargés de veiller à tout ce qui concerne la sûreté, la salubrité et le bien-être des citoyens ; il faudra donc qu'ils aient un grand amour pour leurs semblables, et qu'ils possedent à un dégré éminent, cette vertu sociale qui fait qu'on s'oublie entiérement, pour ne songer qu'au bonheur d'autrui ; qu'ils ne soient pas égoïstes, en un mot ; car un

égoïste n'étendroit pas au delà de ses propres besoins, la surveillance active que nous aurons droit d'exiger de nos représentans.

Enfin nos administrateurs recevront ou rendront des comptes, présenteront ou jugeront des plans d'amélioration, d'embellissement, d'établissemens nouveaux; ils veilleront aux travaux publics, aux reconstructions des églises, aux réparations des ponts, et auront la surveillance des forêts, etc. etc. etc. : il faudra donc qu'ils joignent au patriotisme le plus ardent et le plus pur, l'habitude du travail; car on ne passe pas aisément d'une vie oisive et molle, à une vie active et laborieuse, sur-tout lorsqu'il n'en résulte aucun avantage personnel.

Citoyens, celui qui ne réunira pas toutes ces qualités, demeurera au-dessous de ses devoirs, et de funestes effets résulteront de son incapacité, dans une place où un autre auroit travaillé efficacement au bonheur des hommes.

En matiere d'administration, point de

milieu. Il faut, ou bien faire, ou causer de grands maux. Ce principe est incontestable, et répondroit pleinement, sans doute, à notre seconde question ; mais il ne nous montreroit que la moitié du danger. Il ne suffit pas d'entrevoir ainsi la vérité ; contemplons dans tout leur jour, les précipices où nous sommes menacés de tomber.

Seconde Question.

Quels maux pourront-ils nous faire ?

Je le répete : n'y eût-il que celui de ne pas faire le bien, ils seroient déjà grandement coupables, et nous aurions de grands reproches à nous faire, de les avoir choisis ; mais si, au lieu d'incapacité, ils portoient dans l'administration, la volonté de nous nuire ; si, ennemis de l'heureuse révolution qui s'opere, ils ne feignoient de se charger de nos intérêts que pour nous replonger dans notre ancienne servitude... !

Citoyens, tenons-nous sur nos gardes ; ceux qui n'ont pas cessé de poursuivre l'assemblée nationale, ne respecteront pas notre foiblesse ; ils abuseront de tout ce qu'ils ont de moyens pour nous gagner ; et si nous sommes assez crédules pour leur livrer nos intérêts, ils les sacrifieront sans honte, à leurs vues criminelles. Le pouvoir

que nous leur aurons confié, ils s'en serviront pour ressusciter des abus qu'ils regrettent, et pour y parvenir, ils nous déguiseront les décrets de l'assemblée nationale, ou, profitant de l'ascendant que nous leur aurons laissé prendre, ils nous les feront envisager sous des côtés qui paroîtront blesser nos intérêts ; ils nous montreront nos représentans comme nos plus grands ennemis, et nous exciteront à l'insurrection. Pour augmenter le nombre des mécontens, et fortifier en même tems leur détestable parti, ils favoriseront, dans la répartition des impôts, les lâches qui se sont vendus à eux, et gréveront d'autant les bons citoyens ; ils n'auront aucun respect pour la propriété dans la confection des chemins ; ils dissiperont les deniers des communes, ou s'en serviront pour corrompre les foibles; ils exerceront la police en despotes ; et les patriotes qui n'entreront pas dans leurs vues, seront l'objet continuel de leurs haines et de leurs *tracasseries*. Uniquement occupés de leurs funestes projets, ils négligeront notre sûreté ; ils abandonne-

ront les pauvres ; la propreté de nos rues et de nos places publiques, leur sera indifférente ; ils rejetteront tous les plans salutaires et n'admettront que ceux qui favoriseront leur intérêt particulier.

Et pour tout cela, mes chers concitoyens, ne croyez pas qu'ils manquent de motifs spécieux. Accoutumés à la ruse et à la dissimulation, lorsque nous irons nous plaindre, ils nous tiendront des discours artificieux auxquels nous ne saurons que répondre. Une juste fureur s'emparera de nous ; mais ils auront séduit plusieurs de nos freres, et nous serons réduits ou à nous livrer à toutes les horreurs des divisions intestines, ou à souffrir en silence.

Alors le fardeau de notre misere pesera d'autant plus sur nos cœurs, que nous aurons été déçus de la douce espérance d'être soulagés ; nous tomberons dans un funeste abattement, nous demanderons notre ancien esclavage, et leurs vœux seront remplis.

Ce sera donc vainement, citoyens, que nous aurons pris les armes pour conqué-

rir notre liberté. Ce sera vainement qu'après une année d'anxiété, nous aurons vu luire l'aurore de la félicité publique. Ce sera vainement que nos représentans auront bravé toutes sortes de dangers pour nous ramener à l'état de citoyens libres. Ils auront mis le bonheur dans nos mains, et nous resterons en proie aux cruels remords de l'avoir laissé échapper ! . . . De quel œil reverrons-nous ces chers représentans, lorsque désarmés, avilis comme des esclaves, nous aurons perdu le droit de délivrer nos champs du gibier qui dévore nos moissons ? Que leur répondrons-nous, lorsqu'ils nous diront : Nous avions aboli les fiefs, et voilà que vous vous êtes laissés soumettre à tout l'arbitraire de la féodalité ? . . . Nous vous avons dit que tous les hommes étoient égaux en droits, et vous avez repris des fers ! . . . .

Ah ! plût au ciel, mes chers concitoyens, que ces craintes fussent imaginaires ! Mais comment nous aveuglerions-nous jusqu'au point de ne pas voir que la révolution a de nombreux ennemis ?

Comment pourrions-nous n'être pas convaincus qu'ils se coalisent, qu'ils s'entendent de toutes les parties du royaume, et qu'ils provoquent une contre-révolution ? Les faits parlent, et leur nature indique assez leur source et leurs motifs. Est ce pour protéger la révolution, que l'on a cherché à nous faire éprouver les horreurs de la famine ? Est-ce par l'effet du hazard, que les mêmes manœuvres ont été pratiquées à cet égard dans toutes les provinces ? Est-ce sans dessein qu'on a cherché à séduire des militaires, en leur faisant célébrer ces orgies (1) dont les suites funestes vous sont connues ? N'avoit-on que des intentions pures, lorsqu'on a abusé du voile de la religion (2), pour armer les peuples contre les décrets de l'assemblée nationale ? Dans quelles vues plusieurs parlemens (3) se sont-ils ren-

---

(1) Repas des gardes du roi et du régiment de Flandres à Versailles.

(2) Mandement de l'évêque de Tréguier.

(3) Ceux de Rouen et de Metz.

dus coupables de désobéissance? et que dira celui de Rennes, pour se laver du crime impardonnable d'avoir cessé de rendre la justice ? Par quel motif s'est-il refusé à cette dette journaliere et sacrée ? Enfin, croirons-nous que ce soit innocemment que les commandans d'un de nos ports (1) ont excité les troupes contre nos freres, dont ils ont en même temps provoqué le trop juste ressentiment, pour avoir occasion de les faire massacrer ? Citoyens, ne nous lassons point de le redire, toutes ces manœuvres avoient pour but d'enfanter le désordre, de le propager dans toute la France, et d'entraîner la dissolution de l'assemblée nationale.

Eh bien ? soyez sûrs qu'ils conservent toujours ces affreux projets, qu'ils ne sont

---

(1) Toulon, où la marine royale avoit formé le complot d'admettre le comte d'Artois à la tête d'un parti qui devoit essayer de le ramener triomphant. Quatre vaisseaux de ligne, Espagnols, masqués sous pavillon Hollandois, devoient le débarquer. Ils ont vainement erré sur ces parages ; le complot découvert a fait échouer leurs sinistres projets.

occupés jour et nuit que des moyens de les faire réussir ; que pour derniere ressource, ils convoitent les places de l'administration, et qu'ils n'oublieront aucun moyen pour y parvenir.

Plusieurs voix s'élevent et m'observent que mes frayeurs sont exagérées ; qu'il faudroit, pour que tous les maux dont j'ai fait l'exposé, s'effectuassent, que le plus grand nombre de membres qui composeront les assemblées, partageât les vues criminelles des ennemis du bien public, qui pourront s'y glisser, et que, graces au ciel, la France compte assez de vrais patriotes, pour oser croire qu'ils seront toujours en force contre les mal-intentionnés.

Ne nous laissons pas aveugler par cette confiance, mes chers concitoyens ; redoutons les ressources multipliées que peuvent employer ceux qui n'ont pour loi suprême que leur intérêt personnel. Si un homme artificieux ou puissant parvient à accaparer les suffrages d'un grand nombre d'électeurs, pourquoi ne se flatteroit-il

pas d'un succès semblable, dans des assemblées qui ne seront composées que d'un petit nombre de personnes ?

Au nom de la patrie, que dans ces premieres élections, sur-tout, aucun d'eux, s'il se peut, ne profane le titre sacré de notre représentant ; cela importe plus que vous ne pouvez le croire. Malgré la sage prévoyance avec laquelle l'assemblée nationale a organisé nos corps administratifs, il est aisé de comprendre qu'un seul homme qui, dans ces premiers momens, où plusieurs d'entre nous, peu accoutumés à l'égalité politique, semblent n'y croire qu'avec réserve, et se courbent encore par habitude, devant leurs anciennes idoles ; il est aisé de se convaincre, dis-je, qu'un seul homme qui joindroit de mauvaises intentions à l'influence des richesses et du souvenir des préjugés, produiroit de grands maux ; il se ressaisiroit par le fait, de la prépondérance humiliante pour nous, que la raison et la loi viennent de lui ravir ; et cet inconvénient seroit d'autant plus grave, qu'étant l'ouvrage d'un

d'un seul, il retraceroit l'affreuse image du despotisme.

Citoyens, notre liberté nous est trop nouvelle, nous ne sommes pas assez familiers avec elle, pour que nous nous flattions d'en user facilement et dans toute sa plénitude. Il n'est point de victoire si pénible que celle qu'il faut remporter sur les préjugés de l'habitude et de l'éducation. En un mot, je dois le dire, plusieurs d'entre nous ne sont pas encore de force à braver le danger ; bornons-nous donc à le prévenir.

Qui n'est, d'ailleurs, instruit par la triste expérience de ce qui se passoit dans presque tous nos hôtels-de-villes, des suites funestes qu'entraîne pour la chose publique la discorde entre les membres d'une même administration ? Malheur à la commune, au district, au département, dont les administrateurs ne tendront pas unanimement au bien !

Encore une fois, mes chers concitoyens, je vous en conjure, au nom de cette liberté que nous chérissons, que nous avons

conquise au milieu de toutes sortes de périls, et qui, pour ne nous pas échapper, ne demande qu'un peu de prévoyance ; ne donnons pas des armes à ceux qui ne la voient renaître qu'en frémissant.

Graces au ciel, il nous est facile de les reconnoître. Les uns (ce sont les moins dangereux, sans doute), dédaignant toute dissimulation, laissent éclater leur colere, et ne parlent qu'avec indignation des nouvelles loix portées par nos représentans. Ils répetent sans cesse, que *cela ne peut avoir lieu ;* sans doute, parce qu'ils n'y trouvent pas leur bénéfice : *que ce seroit le plus grand malheur qui pût arriver à la France ;* sans doute, parce qu'ils nous comptent pour rien dans le royaume, et qu'*on sera forcé de revenir aux anciens usages ;* exprès, apparemment, pour rétablir des abus qui n'étoient favorables qu'à eux. Ils se moquent de l'institution des gardes nationales, parce que cet esprit militaire qui nous anime, et cette habitude de la liberté, leur font peur. Ils disent que *le roi et l'assemblée nationale ne sont pas*

libres ; parce qu'ils cedent à l'empire de la raison et de la justice, et qu'*on nous trompe ;* parce qu'on nous restitue nos droits. En un mot, ils montrent à chaque instant, un dépit insensé qu'ils ne peuvent contenir ; tant leur orgueil se trouve blessé par le nouvel ordre de choses ! et tant l'égalité leur est un poids insupportable !

Les autres, plus calmes et d'autant plus à redouter qu'ils ont plus l'art de se contrefaire, se présentent à nous d'un air affable et serein. Leur ancienne morgue s'est changée en une politesse, où perce une affectation ridicule. Ils nous recherchent, nous font mille protestations d'amitié, nous pressent de les employer en toute *occasion*, nous interrogent, nous flattent, vantent notre patriotisme, et jurent qu'*ils le partagent bien sincérement.* Cependant, ajoutent-ils, *un peu de retenue ne seroit peut-être pas hors de saison. . . . Il y avoit des abus, sans doute ; on a dû y remédier. . . .*

Il est bien juste que le peuple ne soit pas surchargé ; mais il est des propriétés sa-

crées qu'on n'eût PEUT-ÊTRE *pas dû attaquer.* Ils traitent ensuite *à fond*, les questions des fiefs et des biens d'église. Ils ont là-dessus une foule de raisonnemens sophistiques, que ceux qui n'ont pas l'habitude des savantes discussions, sont dans l'impossibilité de suivre ; et leur refrein continuel est, *qu'ils craignent qu'on n'ait porté atteinte à la sainteté de notre religion.* Ils présentent tout cela, il est vrai, comme *des doutes* ; ce sont toujours des PEUT-ÊTRE dont ils nous établissent les juges ; et pour nous mettre en état de décider, ils nous indiquent les brochures que nous devons lire. Mais, ô perfidie ! loin de nous présenter ces ouvrages lumineux, où brillent l'instruction et le patriotisme, ils ne mettent entre nos mains que des pamphlets remplis de maximes fausses et dangereuses. Ils nous assurent avec impudence, qu'*il y a de bonnes choses* dans LE FLAMBEAU, dans OUVREZ LES YEUX, et dans une foule d'autres libelles que l'enfer a vomis dans sa colere, pour semer partout le désordre.

Ah ! gardons nous, citoyens, de ces hommes perfides ; sauvons notre vertu des piéges dont ils l'environnent ; moquons-nous de leurs vaines promesses. Les insensés ! accoutumés à jouer le rôle de maîtres, ils ne songent pas que désormais un honnête homme n'aura plus besoin d'être protégé que par sa probité et ses talens. Mes chers concitoyens, qu'ils prodiguent tant qu'ils voudront les bassesses et l'or, je ne choisirai jamais pour mon représentant, ni celui qui manifeste sa haine contre l'assemblée nationale, parce que les ennemis de nos législateurs, sont les miens ; ni celui qui s'abaisse devant moi, depuis qu'en politique je suis devenu son égal, parce que je crains la perfidie des lâches ; ni, enfin, celui qui croit m'acheter par des présens, parce qu'un bon patriote doit vouer à l'exécration publique quiconque est assez criminel pour vendre sa liberté et celle de son pays.

Français ! je ferai tomber mon choix sur celui qui, comme moi, est intéressé à ce que la révolution s'acheve, sur

709

celui dont l'ame franche et loyale ne s'est point démentie ; sur celui qui n'a pas attendu, pour vaincre les préjugés, que la nécessité l'y ait contraint ; sur celui, en un mot, dont la conduite passée m'offrira un garant pour l'avenir.

FIN.